

« La cession de Cockerill n'était pas le choix idéal »

A BOUT PORTANT

Michel Capron

UCL, Fopes (Faculté ouverte de politique économique et sociale)

La fermeture du haut-fourneau de Seraing, anticipée par rapport au calendrier négocié, Cockerill dans la position d'une multinationale arrogante. N'est-ce pas un peu réducteur ?

Arceclor est surtout une multinationale qui applique une stratégie cohérente : privilégier la rentabilité des tonnes produites, dans ce cadre qu'avait été annoncé il y a deux ans la fermeture de la phase à chaud liégeoise qui, s'il n'y avait eu la mobilisation politique et syndicale, aurait été effective dès l'an prochain. En analysant bien certaines décisions récentes, on peut déjà anticiper le sort des sidérurgies maritimes, comme Sidmar en Flandre, qui seront, elles aussi, bientôt mises à mal par les nouvelles installations du groupe au Brésil, par exemple.

Dans ce contexte, croyez-vous vraiment qu'Arceclor maintiendra la totalité de la phase à chaud liégeoise en activité jusqu'en 2009, comme il vient d'en renouveler l'engagement devant le gouvernement wallon, en réunion tripartite à Namur ?

Je n'ai aucun argument pour affirmer, dès maintenant, le contraire. Mais il n'est évidemment pas impossible que l'évolution de la conjoncture contraigne le groupe à prendre des mesures en ce sens. Que ferait Arceclor, par exemple, des producteurs à bas prix se tournant vers l'Europe ou si le demande chinoise venait à faiblir ?

La semaine dernière, Dufenco confirmait de son côté vouloir investir dans la reféction de son haut-fourneau de Charleroi. D'autres stratégies que

celle d'Arceclor sont donc possibles ?

Effectivement. Le marché de la sidérurgie est suffisamment vaste pour que d'autres acteurs, notamment de moindre envergure comme Dufenco, puissent y trouver leur place. Le nouveau leader mondial de la sidérurgie, Mittal Steel, privilégie quant à lui une stratégie de croissance radicalement différente, fondée sur l'accroissement des volumes...

Ce qui justifie, a posteriori, les critiques sur le choix opéré en 1998 de céder Cockerill à Usinor (devenu par la suite Arceclor en fusionnant avec Arbed et Aceralia) ?

De mon point de vue, on n'a pas choisi le bon partenaire à l'époque. Cockerill avait des atouts, notamment une présence en Europe de l'Est, qui lui auraient peut-être permis de connaître un autre sort. Les décisions n'auraient en tout cas pas été prises, comme aujourd'hui, par un groupe agissant à l'échelle mondiale, dans lequel la Wallonie ne pèse pas lourd...

La Région a cédé son pouvoir contre une participation financière, aujourd'hui diluée dans le géant Arceclor. Doit-elle re-

vendre ses parts, apparemment sans influence, comme certains le réclament ?

Non. Car ce statut d'actionnaire consigne à mes yeux le seul rempart contre l'insignifiance complète. La Région bénéficie toujours d'un représemant au sein du conseil d'administration du groupe et, surtout, dispose en tant qu'actionnaire d'une réelle connaissance, même minime, dont il serait dangereux de se priver. Je ne suis pas certain que la Wallonie aurait obtenu un report de la fermeture de la phase à chaud en 2009 si elle n'avait pu s'appuyer que sur sa seule indignation : c'est aussi en tant

« Ce qui se produit à Liège est l'archétype de ce qui aurait dû être évité... »

qu'actionnaire qu'elle a négocié, en menaçant d'interdire des actions sur sa présence dans le capital du groupe.

Mais cet argent ne pourrait-il pas être mieux utilisé ailleurs ?

C'est évidemment la question. Je comprendrais, par exemple, que l'on réclame la vente de cette participation s'il s'agissait d'en utiliser le produit pour financer un vaste programme de reconversion à Liège. Le problème, c'est qu'il n'y a pas de programme !

Quelle est la responsabilité d'Arceclor dans cet immobilisme ?

Je ne suis certainement pas de ceux qui donnent un blanc-seing à la maison-mère de Cockerill. Je me souviens qu'Usinor avait, lors du rachat de Cockerill, soutenu son opération par la promesse de créer des emplois dans le bassin liégeois. Or, j'oublie à peine à l'époque, la Sodite, est précisément celui qu'Arceclor dit utiliser pour compenser la perte des emplois liés à la fermeture du chaud : rien ne permet d'affirmer que la Sodite sera plus efficace aujourd'hui qu'il y a cinq ou six ans...

Force est de constater qu'en l'état, Arceclor n'a pas beaucoup de projets à soumettre...

C'est bien là qu'est le drame. Ce qui se produit à Liège est l'archétype de ce qui aurait dû être évité : gaspiller le temps disponible dans des luttes stériles et contre-productives, chacun voulant sa part du gâteau, en particulier au sein du parti socialiste. Cette volonté politique d'avoir la haute main sur le processus de reconversion est à mon avis catastrophique. Si l'on veut que la reconversion démarre enfin, il faut

en confier la responsabilité à une personne qui, en plus d'une connaissance du terrain et de la gestion d'entreprise, dispose d'une réelle autonomie de gestion. Liège a tout de même des atouts à faire valoir : la présence d'un groupe incontournable et puissant, un savoir-faire dans l'industrie métallique et une université qui génère des spin-off, notamment. Tout miser sur la logistique à l'aéroport de Bierstet me paraît en tout cas particulièrement dangereux...

Propos recueillis par
BENOIT JULY

LE SOIR
DU 27/04/08
PAGE 19